

Le chef de l'Etat, Blaise Compaoré, a donné le 28 avril 2008 à Ouagadougou le coup d'envoi de la première Conférence internationale sur les soins de santé primaires et les systèmes de santé en Afrique. La revitalisation de ces types de soins dans l'optique de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) est le principal résultat attendu de cette conférence de 3 jours qui se tient 30 ans après celle d'Alma Ata et qui, à terme, devra accoucher d'une déclaration dite de Ouagadougou.

Le slogan "Santé pour tous en l'an 2000" lancé en 1977 par l'Assemblée mondiale de la santé a fait place aujourd'hui à un autre défi à relever, à savoir l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD, définis en 2000 par l'Assemblée générale des Nations unies) liés à la santé. Lesquels objectifs en matière de santé sont la réduction à 3/4, à l'horizon 2015, de la mortalité maternelle, la réduction à 2/3 de celle des enfants de moins de 5 ans, l'arrêt de la propagation du VIH/Sida, la maîtrise du fléau du paludisme et des autres grandes maladies qui affligent l'humanité. Sept ans avant l'échéance, l'Afrique veut faire le bilan du chemin parcouru - et celui qui reste à parcourir - avec comme instrument de mesure les Soins de santé primaires (SSP) définis en 1978 lors de la Conférence d'Alma Ata en ex-URSS comme approche essentielle. Pour ce faire, les ministres de la Santé de 46 pays de la région Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé se retrouvent à Ouagadougou au Burkina à la tête de délégations pour une conférence sur les soins de santé primaires et les systèmes de santé en Afrique.

Celle-ci est organisée par l'OMS en collaboration avec l'UNICEF, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'UNFPA, l'ONUSIDA et se tient du 28 au 30 avril 2008. Durant ce laps de temps, il sera procédé, en principe, à l'examen des enseignements tirés de l'expérience de la mise en oeuvre des SSP dans la région africaine au cours des 30 dernières années, à l'identification des orientations stratégiques pour l'intensification des interventions essentielles en vue d'atteindre les OMD liés à la santé en utilisant l'approche SSP pour le renforcement des systèmes de santé.

La conférence sera aussi l'occasion de réitérer l'engagement de tous les pays de la région à promouvoir les SSP en vue de renforcer les systèmes de santé et de promouvoir des partenariats pour le renforcement des systèmes de santé en vue d'amener les populations au niveau de santé le plus élevé. Les débats qui auront lieu au cours de la conférence aborderont 8 thèmes. Il s'agit de la gouvernance dans le domaine de la santé, de l'équité dans l'accès aux services, des ressources, du financement de la santé, des prestations de services. La collaboration multisectorielle, l'adhésion et la participation communautaires ainsi que la décentralisation sont les autres thèmes qui seront également discutés.

Les travaux proprement dits ont été précédés le premier jour (28 avril) d'une cérémonie d'ouverture présidée personnellement par le chef de l'Etat burkinabè, Blaise Compaoré (lire les sentiments d'après-cérémonie en encadré).

Au cours de celle-ci, le ministre d'Etat, ministre de la Santé du Burkina, Alain Yoda, dans son adresse à ses homologues du continent, a souhaité que la conférence, la première depuis 30 ans, permette de faire des propositions concrètes pour imprimer un rythme plus rapide aux actions en vue de l'atteinte des OMD. Une atteinte qui s'avère indispensable au regard de l'émergence de maladies comme le Sida, la pneumonie atypique et la grippe aviaire qui a remis en cause la nette amélioration des indicateurs essentiels de la lutte contre les maladies et de l'organisation et de l'offre de soins constatée après le tournant historique d'Alma Ata. Cela a eu comme conséquence, selon le ministre Yoda, de rendre encore plus grands les défis à relever et pour lesquels des actions concertées doivent être initiées, surtout en Afrique. L'occasion faisant le larron, le Burkina, selon son ministre de la Santé, en profitera pour partager son expérience dans bien des domaines de la santé, vu qu'il s'agit là d'une "grande rencontre de partage et de réflexions convergentes sur les soins de santé primaires et les systèmes de santé en Afrique".

Le directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, Dr Luis Gomes Sambo, a également relevé que la conférence serait une opportunité de partage d'expériences mettant en lumière non seulement les bonnes pratiques, mais aussi les difficultés et les défis. Par la suite, il s'est demandé si la vision d'Alma Ata était réaliste de nos jours, c'est-à-dire trente ans après. Par trois fois, il a répondu par l'affirmative, pour peu, par exemple, que l'on considère qu'investir dans la santé, c'est investir dans le développement, ou que la santé est à la fois un droit fondamental et un facteur incontournable de réduction de la pauvreté. Le docteur Sambo s'est également demandé si l'approche des SSP était pertinente pour le renforcement des systèmes de santé, à mi-parcours de l'échéance des OMD. Là également, le responsable du bureau régional de l'OMS a répondu par l'affirmative, avec comme argument que "sur la base des enseignements accumulés aussi bien en Afrique que dans les autres régions du monde, il apparaît de plus en plus que cette approche demeure un moyen valide de promotion de la santé".

Après le discours en anglais de la ministre sud-africaine de la Santé et présidente du bureau des ministres de la Santé de l'Union africaine, Dr Manto Tshabalala-Msimang, le chef de l'Etat burkinabè, Blaise Compaoré, a prononcé le discours d'ouverture de la conférence. Il a relevé que 30 ans après la Déclaration d'Alma Ata, qui a suscité un immense espoir et une réelle adhésion surtout en Afrique, l'objectif de la santé pour tous demeurerait une cible lointaine pour la majorité des pays africains. Les besoins des populations en matière de santé s'accroissent et deviennent de plus en plus complexes malgré des résultats fort appréciables, a fait savoir le chef de l'Etat, qui a livré à l'assistance quelques chiffres du Burkina issus de la mise en oeuvre du Plan national de développement sanitaire 2001-2010. Des défis restent à relever, et le

président du Faso a demandé aux participants, plus de 500, de faire un examen perspicace des insuffisances de la mise en train des SSP, d'intégrer dans leurs réflexions les nouvelles opportunités offertes par la volonté de définir le concept de SSP en rapport avec les OMD. Pour terminer, Blaise Compaoré a lancé un appel aux Etats, aux partenaires, au secteur privé et à la société civile pour l'institution d'un forum d'échanges sur les bonnes pratiques en matière de revitalisation des SSP et de renforcement des systèmes de santé à l'échelle du continent.

Les sentiments du chef de l'Etat

A la fin de la cérémonie d'ouverture, le chef de l'Etat, Blaise Compaoré, a livré ses sentiments à la presse nationale et internationale.

Vous êtes d'avis avec moi que la santé est essentielle pour la vie, le travail politique, le journalisme ... Ceci est important pour l'Afrique dont les résultats en matière de promotion de la santé restent encore timides. Trente ans après la Déclaration d'Alma Ata sur les soins de santé primaires, il faut se retrouver pour faire une évaluation, un diagnostic afin de voir comment il faut motiver davantage la communauté internationale pour soutenir les initiatives et les programmes dans le domaine de la santé. Et ce, en se penchant notamment sur les infrastructures, les performances des ressources humaines, les partenariats dynamiques à construire, l'implication plus active des communautés, les programmes multisectoriels.

Je crois que la rencontre doit surtout permettre de prendre un élan nouveau pour la santé car j'aime à dire que c'est quand on est en bonne santé que l'on peut entreprendre. Il est important pour l'Afrique de pouvoir à nouveau s'engager plus fortement.

Quelle est la priorité pour vous ? Est-ce, par exemple, rendre les dispensaires encore plus proches des populations ?

C'est important que les dispensaires, les infrastructures sanitaires soient plus proches des citoyens. Mais il faut aussi que nous ayons en même temps des services de qualité car il faut que nous ayons des agents de santé qui ont une bonne formation. Il faut également que les citoyens comprennent de plus en plus que la santé s'acquiert par l'hygiène, la vaccination. Il est important de savoir qu'à la fois les secteurs privé et public ont des responsabilités dans ce domaine.

Séni DABO

Source: Le pays www.lepays.bf

Lire aussi: [Déclaration de Ouagadougou sur les soins de santé primaires et les systèmes de santé en Afrique](#)